



Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie
Boulevard de la terre - Centre Urbain Nord, 1003 Tunis, Tunisie
Tél : 70 749 111 / Fax : 70 749 045
E-mail: tunisoffice@tn.ey.com



Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie
22 bis, Avenue Mongi Slim El Menzah 5 - 2091 Ariana
Tél : 71 230 666 / Fax : 71 234 215
E-mail: fac.fac@planet.tn

SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES STIP S.A.

**Rapport d'examen limité des
commissaires aux comptes sur les états
financiers intermédiaires arrêtés au 30
juin 2014**

CONTENU

	<u>Page</u>
I. Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les états financiers intermédiaires	03
II. Etats financiers intermédiaires arrêtés au 30 juin 2014	07
• Bilan	08
• Etat de résultat	10
• Etat des flux de trésorerie	11
• Notes aux états financiers	12



Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie
Boulevard de la terre - Centre Urbain Nord, 1003 Tunis, Tunisie
Tél : 70 749 111 / Fax : 70 749 045
E-mail: tunisoffice@tn.ey.com



Société d'expertise comptable
Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie
22 bis, Avenue Mongi Slim El Menzah 5 - 2091 Ariana
Tél : 71 230 666 / Fax : 71 234 215
E-mail: fac.fac@planet.tn

SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES S.A.

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2014

Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA,

Introduction

En exécution de la mission de co-commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire et en application des dispositions de l'article 21 bis de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, nous avons procédé à un examen limité des états financiers intermédiaires de la « Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques S.A » pour la période allant du premier janvier au 30 juin 2014, comprenant le bilan, l'état de résultat, l'état des flux de trésorerie et les notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et des autres notes explicatives. Ces états financiers intermédiaires font apparaître au 30 juin 2014 des capitaux propres négatifs de (149 053 692) DT y compris un résultat net déficitaire de (3 233 427) DT.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers intermédiaires conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur ces états financiers intermédiaires sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et relatives aux missions d'examen limité. Un examen limité d'états financiers intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et en la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est substantiellement inférieure à celle d'un audit effectué selon les Normes ISA et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires de la « Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques S.A » arrêtés au 30 juin 2014 ne présentent pas sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société, le résultat de ses opérations ainsi que ses mouvements de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Paragraphes d'observations

Nous attirons votre attention sur les notes suivantes aux états financiers intermédiaires qui décrivent certaines situations. Notre rapport ne comporte pas de réserves concernant ces questions :

1- La note II.2 aux états financiers intermédiaires qui souligne qu'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son activité existe toujours. Cette note indique que la société a accusé une perte nette de 3.233.427 DT pour la période de 6 mois close au 30 juin 2014, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 149.053.692 DT, soit 155.365.428 DT en deçà de la moitié du capital social. Le passif exigible était, au 30 juin 2014, supérieur de 137.079.769 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 149.053.692 DT au total de l'actif.

Par ailleurs, et en dehors des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2008 prévoyant simultanément une réduction du capital motivée par des pertes de 29.454.768 DT par la réduction de la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT et une augmentation du capital en numéraire, non suivie d'effets, de 42.078.240 DT par émission de nouvelles actions de 3 DT chacune, la situation financière de la société n'a pas encore fait l'objet d'un assainissement.

Suite à la révolution, la Direction Générale de la société a entamé l'examen avec les banques concernées d'une nouvelle démarche permettant d'adapter l'approche de restructuration de la société à la situation actuelle du pays et favorisant l'avancement dans le sens de l'amélioration des performances de la STIP et ce, dans l'attente de la solution finale dont la composante essentielle est une augmentation substantielle du capital à réaliser par des actionnaires de référence.

La société s'est officiellement arrangée avec sept banques et continue à négocier avec les autres banques, notamment la STB, concernées pour le traitement de ses engagements.

Un conseil interministériel s'est tenu en octobre 2012 pour étudier la situation de la STIP et a recommandé certaines actions visant le financement des achats de matières premières à temps et l'établissement d'un business plan qui adopte le principe de l'augmentation du capital par un investisseur stratégique qui garantit la continuité de l'activité.

Les graves problèmes menaçant la survie de la société ont été, par ailleurs, au centre d'une visite effectuée par le ministre de l'Industrie, en juillet 2013, à l'usine de M'saken, au cours de laquelle le ministre a affirmé la nécessité, pour la société, d'élaborer un plan de redressement sincère intégrant à la fois son développement industriel et sa restructuration financière tout en exprimant, en contrepartie, l'engagement de son département à la soutenir.

Suite à la présentation au ministère de l'industrie d'une étude de restructuration technique des deux unités de production en vue d'optimiser leur rendement et de mettre en place une stratégie commerciale, une réunion de travail a été tenue au siège du dit ministère ayant pour objet le dossier de restructuration de la STIP et une visite a été effectuée, en octobre 2014, par la nouvelle direction générale de la STIP au partenaire technique et technologique PIRELLI à Milan en Italie, et ce, dans le but de relancer et de dynamiser la coopération entre la société et ce producteur mondial de pneumatiques. Une délégation de PIRELLI s'est déplacée, de son côté, au siège social de la STIP pour discuter des modalités de la coopération commerciale entre les deux parties.

Par ailleurs, et en vue de lutter contre le commerce parallèle des pneumatiques, des efforts sont actuellement déployés par la STIP, auprès des parties concernées (Présidence du Gouvernement et Direction Générale des Douanes) pour l'ajout des pneus sur la liste des produits exposés à la contrebande et au marché parallèle en définissant les procédures à mettre en œuvre à cet effet.

Faute de concrétisation d'un plan de redressement de la société incluant sa restructuration financière, des doutes importants continuent à peser sur la capacité de la société à poursuivre son activité. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée.

2. La note VI aux états financiers intermédiaires qui indique que la confrontation entre les engagements comptabilisés par la STIP jusqu'au 30 juin 2010 et ceux arrêtés, à la même date, par certaines banques ayant confirmé les dits engagements dans le cadre de la privatisation qui était envisagée par ouverture du capital à des investisseurs stratégiques mais n'ayant pas conclu des arrangements avec la STIP ou actualisé leurs engagements a permis de relever des écarts entre ceux pris en compte en comptabilité et ceux inscrits sur les livres de ces banques au titre des intérêts et des engagements par signature pour respectivement 198 000 DT et -903 000 DT. Ces écarts, qui peuvent avoir un impact sur les états financiers intermédiaires au 30 juin 2014, n'ont pu être actualisés en l'absence de confirmations plus récentes des engagements de la STIP envers ces banques.

Fait à Tunis, le 10 décembre 2014

Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young
Anis LAADHAR

Financial Auditing & Consulting
Fadhel JAOUA

**Etats financiers arrêtés
au 30 juin 2014**

**Société Tunisienne des Industries
de Pneumatiques SA (STIP)**

BILAN

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Actifs	Notes	Solde au 30 juin		Solde au 31 décembre
		30/06/2014	30/06/2013 (*)	31/12/2013
Actifs non courants				
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles		8 428 703	8 416 047	8 425 423
- Amortissements des immobilisations incorporelles		(8 315 987)	(8 011 773)	(8 285 232)
	III.1.	112 716	404 274	140 191
Immobilisations corporelles		175 240 637	174 881 586	174 963 919
- Amortissements des immobilisations corporelles		(160 726 466)	(155 490 936)	(159 355 284)
	III.1.	14 514 172	19 390 650	15 608 635
Immobilisations financières		10 651 260	10 672 588	10 654 087
- Provisions sur immobilisations financières		(5 786 633)	(5 012 669)	(5 679 100)
	III.2.	4 864 626	5 659 919	4 974 986
Total des actifs immobilisés		19 491 514	25 454 842	20 723 812
Total des actifs non courants		19 491 514	25 454 842	20 723 812
Actifs courants				
Stocks		29 809 643	28 867 196	27 796 905
- Provisions pour dépréciation des stocks		(902 596)	(833 991)	(999 187)
	III.3.	28 907 047	28 033 206	26 797 718
Clients et comptes rattachés		37 560 698	37 496 398	39 776 377
- Provisions pour dépréciation des comptes clients		(17 062 970)	(18 287 345)	(17 061 475)
	III.4.	20 497 728	19 209 053	22 714 903
Autres actifs courants		14 258 000	12 939 492	10 423 885
- Provisions pour dépréciation des autres actifs courants		(1 228 655)	(1 172 120)	(1 209 557)
	III.5.	13 029 345	11 767 372	9 214 328
Placements et autres actifs financiers	III.6.	268 955	3 363 809	3 363 809
Liquidités et équivalents de liquidités	III.7.	10 016 276	7 507 352	5 929 561
Total des actifs courants		72 719 352	69 880 791	68 020 319
Total des actifs		92 210 866	95 335 633	88 744 132

(*) Données retraitées à des fins comparatives

**Société Tunisienne des Industries
de Pneumatiques SA (STIP)**

BILAN
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Capitaux propres et passifs	Notes	Solde au 30 juin		Solde au 31 décembre
		30/06/2014	30/06/2013 (*)	31/12/2013
Capitaux propres				
Capital social		12 623 472	12 623 472	12 623 472
Réserves légales		2 419 912	2 419 912	2 419 912
Réserves spéciales		2 603 050	2 603 050	2 603 050
Actions propres		(325 774)	(325 774)	(325 774)
Autres capitaux propres		7 762 409	7 766 671	7 770 790
Résultats reportés		(170 903 334)	(154 132 073)	(154 132 073)
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		(145 820 265)	(129 044 742)	(129 040 623)
Résultat de l'exercice		(3 233 427)	(8 263 587)	(16 771 261)
Total des capitaux propres	III.8.	(149 053 692)	(137 308 329)	(145 811 884)
Passifs				
Passifs non courants				
Emprunts et dettes assimilées	III.9.	26 753 220	35 775 211	32 546 850
Autres passifs non courants	III.10.	846 349	847 339	844 649
Provisions pour risques et charges	III.11.	3 865 867	3 721 184	3 542 707
Total des passifs non courants		31 465 437	40 343 734	36 934 207
Passifs courants				
Fournisseurs et comptes rattachés	III.12.	7 242 773	7 499 901	9 428 045
Autres passifs courants	III.13.	41 929 215	34 596 270	46 578 926
Concours bancaires et autres passifs financiers	III.14.	160 627 132	150 204 057	141 614 837
Total des passifs courants		209 799 120	192 300 228	197 621 808
Total des passifs		241 264 557	232 643 962	234 556 015
Total des capitaux propres et des passifs		92 210 866	95 335 633	88 744 132

(*) Données retraitées à des fins comparatives

**Société Tunisienne des Industries
de Pneumatiques SA (STIP)**

**Etat de résultat
(Exprimé en Dinars Tunisiens)**

	Notes	Période de 6 mois close le		Période de 12 mois close le
		30/06/2014	30/06/2013 (*)	31/12/2013
Produits d'exploitation				
Revenus	III.15.	42 539 480	47 629 669	94 810 173
Autres produits d'exploitation	III.16.	115 080	137 378	260 538
Total des produits d'exploitation		42 654 560	47 767 047	95 070 712
Charges d'exploitation				
Variation des stocks de produits finis et des encours		(3 982 389)	(199 165)	4 332 861
Achats de marchandises consommés		-	-	-
Achats d'approvisionnements consommés	III.17.	27 457 187	30 823 721	56 648 871
Charges de personnel	III.18.	11 530 648	11 594 206	22 982 197
Dotations aux amortissements et aux provisions	III.19.	1 423 481	4 887 061	10 853 936
Autres charges d'exploitation	III.20.	2 182 047	1 922 978	4 083 093
Total des charges d'exploitation		38 610 973	49 028 801	98 900 958
Résultat d'exploitation		4 043 587	(1 261 754)	(3 830 246)
Charges financières nettes	III.21.	(7 217 758)	(7 118 209)	(12 948 850)
Autres gains ordinaires	III.22.	-	149 091	153 162
Autres pertes ordinaires		-	-	-
Résultat des activités ordinaires avant impôt		(3 174 171)	(8 230 872)	(16 625 934)
Impôt sur les bénéficiaires		59 256	32 716	145 327
Résultat des activités ordinaires après impôt		(3 233 427)	(8 263 587)	(16 771 261)
Eléments extraordinaires		-	-	-
Résultat net de l'exercice		(3 233 427)	(8 263 587)	(16 771 261)
Résultat net de la période		(3 233 427)	(8 263 587)	(16 771 261)
Effets des modifications comptables (Net d'impôt)		-	(2 511 544)	(2 511 544)
Résultat de l'exercice après modifications comptables		(3 233 427)	(10 775 131)	(19 282 805)

(*) Données retraitées à des fins comparatives

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA
Etat des flux de trésorerie
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	Période de 6 mois close le		Période de 12 mois close le	
	Notes	30/06/2014	30/06/2013 (*)	31/12/2013 (*)
Flux de trésorerie liés à l'exploitation				
Résultat net		(3 233 427)	(8 263 587)	(16 771 261)
Ajustements pour:				
- Amortissements et provisions		1 756 633	7 150 966	10 910 804
- Variations des :				
Stocks		(2 012 738)	1 923 686	2 993 977
Créances		2 215 679	(3 348 116)	(5 628 096)
Autres actifs courants		(3 834 115)	(2 053 919)	461 687
Placements et autres actifs financiers		3 094 854	-	-
Fournisseurs et autres dettes		(3 134 833)	4 636 333	19 903 250
- Transfert de charges		(11 444)	(73 628)	(82 554)
- Plus ou moins value de cession des immobilisations		-	(131 194)	(133 384)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(5 159 390)	(159 461)	11 654 424
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Décaissements sur acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(279 999)	(614 813)	(863 837)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		-	131 194	133 384
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières		23 126	24 959	44 523
Décaissements sur acquisition d'immobilisations financières		(20 299)	(2 097)	(3 159)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(277 172)	(460 757)	(689 089)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Encaissements provenant des emprunts		22 910 500	32 478 060	41 391 560
Encaissements provenant des subventions		-	-	12 500
Décaissements pour remboursement des emprunts		(16 993 978)	(34 162 394)	(55 827 750)
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement		5 916 522	(1 684 334)	(14 423 690)
Incidence de la variation des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités		19 770	21 092	21 354
Variation de trésorerie		499 729	(2 283 460)	(3 437 002)
Trésorerie au début de l'exercice		(39 858 026)	(36 421 023)	(36 421 023)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	III.23.	(39 358 296)	(38 704 484)	(39 858 026)

(*) Données retraitées à des fins comparatives

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

I. PRESENTATION DE LA SOCIETE

La STIP est une société anonyme, créée le 21 juillet 1980. Son capital a été augmenté à plusieurs reprises pour être porté au 31 décembre 2003 à 42 078 240 DT.

A la date du 30 Juin 2008, le capital social a été réduit pour un montant de 29 454 768 DT rapportant ainsi la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT. Par la même Assemblée Générale Extraordinaire, une augmentation du capital non suivie d'effet pour le montant de 42 078 240 DT (émission de 14 026 080 nouvelles actions) a été prononcée.

La société est réputée commerçante et est régie par la réglementation Tunisienne, ainsi que les dispositions de ses statuts qui prévoient comme objet principal la fabrication et la commercialisation des pneumatiques et de tous autres articles en caoutchouc manufacturé.

Suite à son acquisition de la société "SONAP", la "STIP" est devenue, à partir de juillet 1991, l'unique producteur de pneumatiques en Tunisie.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun et bénéficie à ce titre des avantages fiscaux relatifs à l'exportation de biens et de services.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 12 octobre 2001, a décidé l'ouverture du capital par offre publique de vente (OPV). Cette opération a porté sur 382 529 actions représentant 10% du capital social.

II. REFERENTIEL COMPTABLE

II.1. DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers intermédiaires ont été établis et arrêtés conformément aux dispositions du Système Comptable des Entreprises.

Les règles, méthodes et principes adoptés pour l'enregistrement des opérations courant ou à la fin de la période ne comportent aucune dérogation significative par rapport à ceux prévus par les normes comptables en vigueur.

II.2. BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

La société a accusé une perte nette de 3.233.427 DT pour la période de 6 mois close au 30 juin 2014, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 149.053.692 DT, soit 155.365.428 DT en deçà de la moitié du capital social. Le passif exigible était, au 30 juin 2014, supérieur de 137.079.769 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 149.053.692 DT au total de l'actif.

Par ailleurs, et en dehors des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2008 prévoyant simultanément une réduction du capital motivée par des pertes de 29.454.768 DT par la réduction de la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT et une augmentation du capital en numéraire, non suivie d'effets, de 42.078.240 DT par émission de nouvelles actions de 3 DT chacune, la situation financière de la société n'a pas encore fait l'objet d'un véritable assainissement.

Suite à la révolution, la Direction Générale de la société a entamé l'examen avec les banques concernées d'une nouvelle démarche permettant d'adapter l'approche de restructuration de la société à la situation actuelle du pays et favorisant l'avancement dans le sens de l'amélioration des performances de la STIP et ce, dans l'attente de la solution finale dont la composante essentielle est une augmentation substantielle du capital à réaliser par des actionnaires de référence.

La société s'est officiellement arrangée avec sept banques et continue à négocier avec les autres banques, notamment la STB, concernées pour le traitement de ses engagements.

Un conseil interministériel s'est tenu en octobre 2012 pour étudier la situation de la STIP et a recommandé certaines actions visant le financement des achats de matières premières à temps et l'établissement d'un business plan qui adopte le principe de l'augmentation du capital par un investisseur stratégique qui garantit la continuité de l'activité.

Les graves problèmes menaçant la survie de la société ont été, par ailleurs, au centre d'une visite effectuée par le ministre de l'industrie, en juillet 2013, à l'usine de M'saken, au cours de laquelle le ministre a affirmé la nécessité, pour la société, d'élaborer un plan de redressement sincère intégrant à la fois son développement industriel et sa restructuration financière tout en exprimant, en contrepartie, l'engagement de son département à la soutenir.

Suite à la présentation au ministère de l'industrie d'une étude de restructuration technique des deux unités de production en vue d'optimiser leur rendement et de mettre en place une stratégie commerciale, une réunion de travail a été tenue au siège du dit ministère ayant pour objet le dossier de restructuration de la STIP et une visite a été effectuée, en octobre 2014, par la nouvelle direction générale de la STIP au partenaire technique et technologique PIRELLI à Milan en Italie, et ce, dans le but de relancer et de dynamiser la coopération entre la société et ce producteur mondial de pneumatiques. Une délégation de PIRELLI s'est déplacée, de son côté, au siège social de la STIP pour discuter des modalités de la coopération commerciale entre les deux parties.

Par ailleurs, et en vue de lutter contre le commerce parallèle des pneumatiques, des efforts sont actuellement déployés par la STIP, auprès des parties concernées (Présidence du Gouvernement et Direction Générale des Douanes) pour l'ajout des pneus sur la liste des produits exposés à la contrebande et au marché parallèle en définissant les procédures à mettre en œuvre à cet effet.

Faute de concrétisation d'un plan de redressement de la société incluant sa restructuration financière, des doutes importants continuent à peser sur la capacité de la société à poursuivre son activité. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée.

Nonobstant les incertitudes précitées, les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus en matière de continuité de l'exploitation qui prévoient que la STIP sera en mesure de réaliser ses éléments d'actif et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal des affaires.

En conséquence, les états financiers ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

Les autres méthodes d'évaluation les plus significatives se résument comme suit:

(a) Unité monétaire

Les états financiers intermédiaires sont établis en dinar Tunisien. Les soldes des opérations libellées en monnaie étrangère ont été convertis au cours de clôture et les gains et pertes de change ont été imputés directement au résultat conformément aux dispositions de la norme comptable n° 15.

(b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'entrée qui comprend le prix d'achat augmenté des droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs tels que les commissions et courtages, les frais de transit, les frais de préparation du site, les frais de livraison, de manutentions initiales et les frais d'installation.

Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilisation effectives de chaque immobilisation suivant le système linéaire et sur la base des taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	33%
Matériel de transport	20%
Matériel informatique	15%
Installations, Agencements et Aménagements des constructions	10%
Matériel et outillage industriel	10%
Know How	10%
Mobilier et matériel de bureau	10%
Fonds de commerce	5%
Constructions	5%

La société a réévalué ses immobilisations au cours de l'exercice 1996. Cette opération a été faite sur la base des indices de réévaluation fixés par le décret 90-905 du 04 juin 1990 et a permis de dégager une réserve spéciale de réévaluation de 7 705 346 DT, inscrite parmi les capitaux propres. Les VCN des immobilisations réévaluées sont amorties linéairement aux taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux
Matériels et outillages industriels	20%
Constructions	2,5% à 5%

(c) Stocks

Les stocks sont composés des stocks de matières premières, de matières consommables, de pièces de rechanges, de produits en cours et de produits finis.

Les stocks de matières premières, de matières consommables, de produits en cours et de produits finis sont valorisés conformément au paragraphe 43 de la norme comptable NC 04 relative aux stocks, au coût d'achat ou au coût de production déterminé sur la base de coûts standards calculés au début de l'année sur la base des prévisions budgétaires et ce dans la mesure où le coût global standard des stocks ne s'écarte pas de manière significative du coût global réel des stocks pendant la période considérée.

Le coût réel est systématiquement calculé, en fin de période, puis comparé au coût standard au titre des périodes caractérisées par des hausses inattendues des prix des matières et/ou des cours de change ou des évolutions anormales des autres coûts de production. Durant ces périodes, l'appréciation du caractère significatif ou non de l'écart résultant de la comparaison entre les deux coûts (réel et standard) détermine lequel des deux coûts servirait à la valorisation des dits stocks.

Le coût réel d'achat ou de production des stocks comprend :

- Pour les stocks de matières premières et de matières consommables, le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurances liés au transport de réception et autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés,
- Pour les stocks d'en cours de production et de produits finis, le coût d'achat des matières consommées dans la production et une juste part des coûts directs et indirects de production pouvant être raisonnablement rattachée à la production. Lorsque le niveau réel de production est inférieur à la capacité normale de production, les frais généraux fixes de production tels que les charges d'amortissement des bâtiments et équipements industriels et les frais de gestion et d'administration de la production sont imputés au coût de production à hauteur du niveau réel de production à la capacité normale de production (la méthode de l'imputation rationnelle).

Le stock de pièces de rechange est valorisé au coût réel d'achat en utilisant la méthode du coût moyen pondéré après chaque entrée.

En matière de provision sur stocks de produits finis, il est procédé, pour le stock de pneus destinés à l'exportation (essentiellement agricoles), dont la valeur de réalisation nette est inférieure au coût de production, à la constitution d'une provision pour dépréciation égale à la différence.

(d) Emprunts

Le principal des emprunts est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est classée parmi les passifs courants.

(e) Avantages bénéficiant au personnel :

Les avantages consentis au personnel (y compris les dirigeants) de la STIP sont classés en deux catégories :

- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, les primes, les indemnités et enveloppes ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués par l'indemnité de départ à la retraite.

1- Avantages à court terme

La société comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

2- Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément aux principes généralement admis, la société distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de "régimes à cotisations définies" ne sont pas représentatifs d'un engagement pour la société et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de "régimes à prestations définies" sont représentatifs d'un engagement à la charge de la société qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si la société est tenue ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, tels que l'indemnité de départ à la retraite font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières.

Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par la société et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que les hypothèses démographiques, les départs anticipés, les augmentations des salaires et les taux d'actualisation.

La charge annuelle comptabilisée au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

III. NOTES EXPLICATIVES DU BILAN, DE L'ETAT DE RESULTAT ET DE L'ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

III.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles nettes s'élèvent au 30/06/2014 à 14 626 888 DT. Le détail se présente comme suit :

IMMOBILISATIONS	VALEUR BRUTE					AMORTISSEMENTS					Valeur
	Solde 31-déc-13	Acquisitions	Transfert	Cession & Autres	Solde 30-juin-14	Solde 31-déc-13	Dotation de exercice	Transfert	Cession & Régul	Solde 30-juin-14	Comptable Nette
<u>IMMO. INCORPORELLES</u>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Know How	7 004 062	-	-	-	7 004 062	(7 004 062)	-	-	-	(7 004 062)	-
- Logiciels	658 664	3 280	-	-	661 944	(632 877)	(11 688)	-	-	(644 565)	17 379
- Fonds commercial	762 697	-	-	-	762 697	(648 292)	(19 067)	-	-	(667 360)	95 337
- En cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total (I)	8 425 423	3 280	-	-	8 428 703	(8 285 232)	(30 755)	-	-	(8 315 987)	112 716
<u>IMMO. CORPORELLES</u>											
- Terrains	1 368 098	-	-	-	1 368 098	-	-	-	-	-	1 368 098
- Constructions	24 892 371	-	-	-	24 892 371	(16 395 103)	(419 619)	-	-	(16 814 723)	8 077 648
- Constructions réévaluées	870 029	-	-	-	870 029	(585 531)	(7 160)	-	-	(592 691)	277 339
- Agencement, aménagement des constructions	3 341 554	-	-	-	3 341 554	(3 099 705)	(50 306)	-	-	(3 150 011)	191 543
- Matériel & outillages industriels	102 148 734	263 342	2 632	-	102 414 708	(97 897 312)	(819 870)	-	-	(98 717 182)	3 697 526
- Matériel & outil. industriels réévalués	37 599 389	-	-	-	37 599 389	(37 599 389)	-	-	-	(37 599 389)	-
- Matériel de transport	1 642 384	-	-	-	1 642 384	(1 328 173)	(48 070)	-	-	(1 376 242)	266 142
- Matériel informatique	1 166 114	7 738	227	-	1 174 079	(1 073 129)	(13 150)	-	-	(1 086 279)	87 800
- Agencements, aménagements & Installations	1 100 644	5 185	-	-	1 105 828	(959 649)	(9 730)	-	-	(969 378)	136 450
- Equipements de bureau	444 696	455	-	-	445 151	(417 293)	(3 278)	-	-	(420 571)	24 580
- En cours	389 905	-	(2 860)	-	387 045	-	-	-	-	-	387 045
Sous-total (II)	174 963 919	276 719	-	-	175 240 637	(159 355 284)	(1 371 182)	-	-	(160 726 466)	14 514 172
Total (I+II)	183 389 342	279 999	-	-	183 669 341	(167 640 516)	(1 401 937)	-	-	(169 042 453)	14 626 888

III.2. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 30/06/2014 à 4 864 626 DT contre 4 974 986 DT au 31/12/2013. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	Solde au 30/06/2014	Solde au 30/06/2013	Solde au 31/12/2013
Titres de participation SOMACOP	5 596 850	5 596 850	5 596 850
Titres de participation SMTP	4 508 355	4 508 355	4 508 355
Cautionnements	450 327	428 965	430 028
Prêts au personnel	95 728	138 418	118 854
Total brut	10 651 260	10 672 588	10 654 087
Provision pour dépréciation des titres SOMACOP	4 931 627	5 012 669	4 931 627
Provision pour dépréciation des titres SMTP	855 006	-	747 473
Total net	4 864 626	5 659 919	4 974 986

III.3. STOCKS

Les stocks nets s'élèvent au 30/06/2014 à 28 907 047 DT contre 26 797 718 DT au 31/12/2013. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Solde au 30/06/2014	Solde au 30/06/2013	Solde au 31/12/2013
Matières premières	7 817 276	5 976 357	9 644 657
Produits finis	11 006 478	10 714 234	7 078 851
En-cours de productions de biens	2 733 887	3 575 768	2 679 125
Pièces de rechange et autres approvisionnements	8 252 003	8 600 838	8 394 273
Total brut	29 809 643	28 867 196	27 796 905
Provision pour dépréciation des MP	8 373	8 373	8 373
Provision pour dépréciation des produits finis	94 223	25 618	190 814
Provisions pour dépréciation des PDR	800 000	800 000	800 000
Total net	28 907 047	28 033 206	26 797 718

III.4. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

La valeur nette des clients et comptes rattachés s'élève à 20 497 728 DT au 30/06/2014 contre 22 714 903 DT au 31/12/2013. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Solde au 30/06/2014	Solde au 30/06/2013 (*)	Solde au 31/12/2013
Clients ordinaires	15 844 737	16 268 555	15 576 114
Clients, effets à recevoir	43 484	-	110 625
Clients, chèques en caisse	5 747 054	2 912 218	8 164 215
Clients douteux ou litigieux	15 925 423	18 315 625	15 925 423
Total brut	37 560 698	37 496 398	39 776 377
Provision pour dépréciation des clients douteux	17 062 970	18 287 345	17 061 475
Total net	20 497 728	19 209 053	22 714 903

(*) Données retraitées à des fins comparatives (cf note IV : Eléments d'appréciation permettant la comparabilité § 2)

Les clients ordinaires se détaillent comme suit :

Désignation	Solde au 30/06/2014	Solde au 30/06/2013	Solde au 31/12/2013
Clients locaux	274 618	3 637 910	4 555 025
Clients étrangers	15 570 119	12 630 645	11 021 089
Total	15 844 737	16 268 555	15 576 114

III.5. AUTRES ACTIFS COURANTS

La valeur nette des autres actifs courants s'élève au 30/06/2014 à 13 029 345 DT contre 9 214 328 DT au 31/12/2013. Ces autres actifs courants se détaillent comme suit :

Désignation	Solde au 30/06/2014	Solde au 30/06/2013	Solde au 31/12/2013
Fournisseurs débiteurs	3 334 372	2 749 204	740 014
Personnel	56 774	60 211	56 633
Etat, impôts/sociétés à reporter	4 201 415	3 809 901	3 630 741
TVA récupérable	91 995	295 332	98 624
Etat, TFP à reporter	426 108	494 128	387 119
Etat, avances en douanes	223 063	209 450	197 465
Etat, Rappel d'Impôts	364 315	364 315	364 315
Société du groupe SOMACOP	3 416 718	3 174 995	3 302 866
Société du groupe SMTP	1 478 054	1 311 304	1 405 643
Société du groupe SOMACOP Plus	126 310	32 688	82 001
Charges constatées d'avance	479 877	371 993	125 577
Produits à recevoir	-	65 448	-
Débiteurs divers	58 999	523	32 887
Total brut	14 258 000	12 939 492	10 423 885
Provision pour dépréciation des AAC	1 228 655	1 172 120	1 209 557
Total net	13 029 345	11 767 372	9 214 328

III.6. PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent au 30/06/2014 à 268 955 DT contre 3 363 809 DT au 31/12/2013. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Solde au 30/06/2014	Solde au 30/06/2013	Solde au 31/12/2013
Régies d'avances et accreditifs (supérieurs à 3 mois)	211 877	3 306 731	3 306 731
Blocages Saisies arrêts	57 078	57 078	57 078
Total	268 955	3 363 809	3 363 809

III.7. LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 30/06/2014 à 10 016 276 DT contre 5 929 561 DT au 31/12/2013. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Solde au 30/06/2014	Solde au 30/06/2013 (*)	Solde au 31/12/2013
Chèques à encaisser	6 301 020	2 978 403	3 498 693
Banques	88 439	677 891	555 154
Caisses	18 318	20 641	20 714
Régies d'avances et accréditifs (inférieurs à 3 mois)	3 608 500	3 830 417	1 855 000
Total	10 016 276	7 507 352	5 929 561

(*) Données retraitées à des fins comparatives (cf note IV : Eléments d'appréciation permettant la comparabilité § 2)

III.8. CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres se présente comme suit :

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital social	Réserve légale	Réserve spéc. d'investissem.	Réserve spéciale	Actions propres	Autres capit. propres	Résultats reportés	Amortissements différés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2012 avant retraitement	12 623 472	2 419 912	1 903 050	700 000	(325 774)	7 775 052	(44 562 195)	(87 746 784)	(19 311 551)	(126 524 817)
Effet des modifications comptables							(2 419 982)		(91 562)	
Solde au 31 décembre 2012 après retraitement	12 623 472	2 419 912	1 903 050	700 000	(325 774)	7 775 052	(46 982 177)	(87 746 784)	(19 403 113)	(129 036 361)
Affectation de résultat de l'exercice 2012 suivant la décision de l'AGO du 21/06/2013							(10 705 320)	(8 606 231)	19 311 551	
Subvention d'investissement - Quote part de l'exercice						12 500 (16 762)				
Effet des modifications comptables							(91 562)		91 562	
Résultat net de l'exercice									(16 771 261)	
Solde au 31 décembre 2013	12 623 472	2 419 912	1 903 050	700 000	(325 774)	7 770 790	(57 779 058)	(96 353 015)	(16 771 261)	(145 811 884)
Affectation de résultat de l'exercice 2013 suivant la décision de l'AGO du 19/06/2014							(8 195 276)	(8 575 986)	16 771 261	
Subvention d'investissement - Quote-part de l'exercice						- (8 381)				
Effets des modifications comptables							-		-	
Résultat net de l'exercice									(3 233 427)	
Solde au 30 Juin 2014	12 623 472	2 419 912	1 903 050	700 000	(325 774)	7 762 409	(65 974 334)	(104 929 000)	(3 233 427)	(149 053 692)

(1) L'AGE du 30/06/2008 a décidé d'augmenter le capital de la STIP de 42 078 240 Dinars pour le porter de 12 623 472 à 54 701 712 Dinars par l'émission de 14 026 080 actions nouvelles de 3 Dinars chacune (en numéraire) à libérer intégralement à la souscription. Cette augmentation n'est pas encore réalisée.

(2) Les actions propres détenues par la société, suite à la décision de son AGO du 19 mars 2002, correspondent à 32 845 actions représentant 0,78% du total des actions en circulation.

III.9.EMPRUNTS

Les emprunts et dettes assimilés s'élèvent au 30/06/2014 à 26 753 220 DT contre un solde de DT 32 546 850 au 31/12/2013. Le détail de cette rubrique (échéances à plus d'un an, échéances à moins d'un an et échéances impayées) se présente comme suit

BAILLEURS DE FONDS	Durée	Franch	Solde au 30/06/2014			Total
			à + d'un an	à - d'un an	échus impayés	
CREDITS NON RENEGOCIES						
STB Crédit : 2.063.027,120	15 ans	3 ans	343 838	171 919	1 547 270	2 063 027
STB Crédit : 2.372 171,477	15 ans	3 ans	444 782	197 681	1 729 708	2 372 171
STB Crédit : 3.358.906,778	15 ans	3 ans	559 818	279 909	2 519 180	3 358 907
STB Crédit : 1 205 894,625	15 ans	2 ans	251 228	100 491	854 175	1 205 895
STB Crédit : 2.372 546,236	15 ans	2 ans	456 259	182 504	1 688 158	2 326 920
STB Crédit : 2.627 453,764	15 ans	2 ans	505 280	202 112	1 869 534	2 576 926
STB Crédit : 5.000 000,000	7 ans		-	-	3 928 571	3 928 571
Total STB			2 561 205	1 134 616	14 136 596	17 832 417
BFT Crédit : 3 000 000,000	7 ans	2 ans	-	-	3 000 000	3 000 000
BNA Crédit 8 424 000,000	7 ans	2 ans	-	-	8 424 000	8 424 000
BNA Crédit 1 576.000,000	7 ans		-	-	1 576 000	1 576 000
BNA Crédit 4 410 000,000	18 mois		-	-	3 805 723	3 805 723
Total BNA			-	-	13 805 723	13 805 723
BIAT Crédit 2 500 000,000	7 ans	2 ans	-	-	2 500 000	2 500 000
BH Crédit 247 000,000	10 ans		-	44 427	10 555	54 982
CREDIT LEASING AIL 1	3 ans		5 145	14 584	-	19 729
CREDIT LEASING AIL 2	3 ans		36 989	57 270	-	94 259
Total AIL			42 134	71 854	-	113 988
CREDIT CNSS 32 500,000	60 mois	3 ans	32 500	-	-	32 500

CREDITS RENEGOCIES (RESTRUCTURATION FINANCIERE)						
ATTIJARI 3 398 135 (Tranche à remboursement fractionné)	5 ans		1 044 112	480 582	38 968	1 563 662
ATTIJARI 2 912 687 (Tranche remboursable in fine)	In fine		-	2 912 687	-	2 912 687
ATTIJARI 3 398 135 (Tranche soumise à abandon conditionné)			3 765 624	-	-	3 765 624
Total Attijari			4 809 736	3 393 269	38 968	8 241 973
Amen Bank 7 035 000 (Tranche à remboursement fractionné)	10 ans	3 ans	6 455 647	579 353	-	7 035 000
Amen Bank 4 700 000 (Tranche à remboursement fractionné)	3 ans		-	783 333	130 556	913 889
Amen Bank 4 180 787 (Tranche soumise à abandon conditionné)			4 180 787	-	-	4 180 787
Total Amen Bank			10 636 434	1 362 686	130 556	12 129 676
BTK 6 000 000 (Tranche à remboursement fractionné)	4 ans	6 mois	714 291	1 714 284	142 857	2 571 432
BTK 892 393.392 (Tranche à remboursement fractionné)	4 ans	6 mois	106 254	254 964	25 106	386 325
BTK 3 000 000 (Tranche soumise à abandon conditionné)			3 000 000	-	-	3 000 000
Total BTK			3 820 545	1 969 248	167 963	5 957 757
UIB 2 120 000 (Tranche à remboursement fractionné)	2 ans		-	460 870	92 174	553 043
UIB 3 180 000 (Tranche à remboursement fractionné)	3 ans		2 561 667	618 333	-	3 180 000
UIB 2 289 000 (Tranche soumise à abandon conditionné)			2 289 000	-	-	2 289 000
Total UIB			4 850 667	1 079 203	92 174	6 022 043
Total			26 753 220	9 055 302	33 882 536	69 691 059

III.10. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Les autres passifs non courants s'élèvent au 30/06/2014 à 846 349 DT contre 844 649 DT au 31/12/2013. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Solde au 30/06/2014	Solde au 30/06/2013	Solde au 31/12/2013
Emprunts et dettes assorties C.P Etat (*)	844 649	844 649	844 649
Dépôts et cautionnements reçus	1 700	2 690	-
Total	846 349	847 339	844 649

(*) Il s'agit d'une avance accordée par l'Etat Tunisien depuis les premières années d'activité de la STIP et qui provient d'un don Italien.

III.11. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 30/06/2014 à 3 865 867 DT contre 3 542 707 DT au 31/12/2013. Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

Désignation	Solde au 30/06/2014	Solde au 30/06/2013 (*)	Solde au 31/12/2013
Provisions pour risques douaniers	247 036	882 420	182 391
Autres provisions pour risques et charges	717 269	250 407	791 905
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	2 901 563	2 588 357	2 568 412
Total	3 865 867	3 721 184	3 542 707

(*) Données retraitées à des fins comparatives (cf note IV : Eléments d'appréciation permettant la comparabilité § 1)

III.12. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 7 242 773 DT au 30/06/2014 contre 9 428 045 DT au 31/12/2013. Cette rubrique se détaille comme suit :

Désignation	Solde au 30/06/2014	Solde au 30/06/2013	Solde au 31/12/2013
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>			
Fournisseurs locaux	3 072 351	2 674 669	2 750 656
Fournisseurs étrangers	1 283 328	1 548 196	1 013 458
Fournisseurs locaux, retenues de garantie	791	791	791
Fournisseurs, effets à payer	238 382	443 326	617 468
Fournisseurs, factures non parvenues	2 257 598	2 442 596	4 655 348
Total des fournisseurs d'exploitation	6 852 449	7 109 578	9 037 721
<i>Fournisseurs d'immobilisations</i>			
Fournisseurs locaux	118 994	118 994	118 994
Fournisseurs étrangers	25 555	25 555	25 555
Fournisseurs locaux, retenues de garantie	245 775	245 775	245 775
Fournisseurs, factures non parvenues	-	-	-
Total des fournisseurs d'immobilisations	390 324	390 324	390 324
Total	7 242 773	7 499 901	9 428 045

III.13. AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants s'élèvent au 30/06/2014 à 41 929 215 DT contre 46 578 926 DT au 31/12/2013. Cette rubrique se détaille comme suit :

Désignation	Solde au 30/06/2014	Solde au 30/06/2013	Solde au 31/12/2013
Clients R.R.R. à accorder	8 921 452	7 921 476	10 539 078
Ristournes à rembourser à MAAP	1 567 335	1 473 626	1 547 777
Fonds social	1 228 123	1 474 175	991 787
Personnel	2 823 692	2 782 159	2 570 824
Etat, impôts et taxes	19 411 539	13 614 403	20 620 341
Société du groupe SMTP	72 765	-	71 857
Actionnaires, dividendes à payer	725 464	725 464	725 464
Caisse Nationale de Sécurité Sociale	5 565 818	4 688 466	5 703 868
Administrateurs, tantièmes à payer	94 462	94 462	94 462
Jetons de présence à payer	222 640	184 390	186 140
Produits constatés d'avance	1 224 183	1 629 985	3 489 951
Autres créditeurs divers	71 743	7 665	37 376
Total	41 929 215	34 596 270	46 578 926

III.14. CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 30/06/2014 à 160 627 132 DT contre 141 614 837 DT au 31/12/2013. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Solde au 30/06/2014	Solde au 30/06/2013	Solde au 31/12/2013
Échéances à moins d'un an sur emprunts	9 055 302	6 336 450	6 433 132
Échéances impayées	33 882 536	32 487 912	33 061 909
Emprunts courants	34 330 037	36 024 074	26 045 975
Intérêts courus	33 984 685	29 143 785	30 286 235
Banques	49 374 572	46 211 836	45 787 587
Total	160 627 132	150 204 057	141 614 837

Les échéances à moins d'un an ainsi que les échéances impayées sur emprunts sont détaillées, par bailleur de fonds, au niveau de la note III.9. Emprunts.

III.15. REVENUS

Les revenus réalisés au cours du premier semestre 2014 s'élèvent à 42 539 480 DT contre 47 629 669 DT réalisés au cours du premier semestre 2013. Les revenus se détaillent comme suit :

Désignation	Période de 6 mois close le		Exercice de 12 mois clos le
	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Ventes locales des produits finis	27 651 302	27 354 673	63 301 878
Ventes locales des produits intermédiaires	126 417	195 206	343 010
Ristournes sur ventes locales	(2 155 144)	(1 393 953)	(4 904 541)
Total ventes locales	25 622 575	26 155 927	58 740 347
Ventes à l'export des produits finis	16 916 905	21 473 742	36 073 352
Ristournes sur ventes à l'export	-	-	(3 526)
Total ventes à l'export	16 916 905	21 473 742	36 069 826
Total	42 539 480	47 629 669	94 810 173

III.16. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation réalisés au cours du premier semestre 2014 s'élèvent à 115 080 DT contre 137 378 DT réalisés au cours du premier semestre 2013. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Période de 6 mois close le		Exercice de 12 mois clos le
	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Revenus des immeubles	36 514	35 314	74 228
Ventes des déchets	56 480	74 373	139 906
Quote-part Subvention d'investissement	8 381	8 381	16 762
Autres produits	13 705	19 311	29 642
Total	115 080	137 378	260 538

III.17. ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS CONSOMMES

Les achats d'approvisionnement consommés au cours du premier semestre 2014 s'élèvent à 27 457 187 DT contre 30 823 721 DT au cours du premier semestre 2013. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Période de 6 mois close le		Exercice de 12 mois clos le
	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Achats d'approvisionnements	23 688 312	23 765 740	44 410 943
Achats de fournitures et matières consommables	2 788 885	3 021 468	5 734 540
Achats non stockés de matières et fournitures	2 488 721	2 213 110	4 453 049
Variation de stocks des autres approvisionnements	(1 651 002)	1 849 643	1 870 014
Variation de stocks des matières et fournitures	142 270	(26 239)	180 326
Total	27 457 187	30 823 721	56 648 871

III.18. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel encourues au cours du premier semestre 2014 s'élèvent à 11 530 648 DT contre 11 594 206 DT au cours du premier semestre 2013. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Période de 6 mois close le		Exercice de 12 mois clos le
	30/06/2014	30/06/2013 (*)	31/12/2013
Salaires	8 647 096	8 913 613	17 639 281
Charges sociales	2 138 221	2 169 386	4 297 598
Primes	129 438	138 994	303 688
Cotisations au fonds social	54 103	45 923	232 982
Frais de cantine	214 534	234 620	424 160
Médecine de travail	14 104	14 856	27 621
Indemnités de départ à la retraite	333 152	76 813	56 868
Total	11 530 648	11 594 206	22 982 197

(*) Données retraitées à des fins comparatives (cf note IV : Eléments d'appréciation permettant la comparabilité § 1)

III.19. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

Les dotations aux amortissements et aux provisions du premier semestre 2014 s'élèvent à 1 423 481 DT contre 4 887 061 DT encourus au cours du premier semestre 2013. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Période de 6 mois close le		Exercice de 12 mois clos le
	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 401 937	4 319 000	8 614 120
Dotations aux provisions pour risques et charges	118 494	67 062	790 951
Dotations aux provisions pour dépréciation des TP	107 533	-	747 473
Dotations aux provisions pour dépréciation des AAC	28 284	130 966	168 403
Dotations aux provisions pour dépréciation des clients	1 495	674 984	1 760 354
Dotations aux provisions pour dépréciation des stocks	94 223	33 991	199 187
Reprises sur provisions pour risques et charges	(128 485)	-	(882 420)
Reprises sur provisions pour dépréciation des TP	-	-	(81 042)
Reprises sur provisions pour dépréciation des créances	(9 186)	(73 601)	(197 750)
Reprises sur provisions pour dépréciation des stocks	(190 814)	(265 341)	(265 341)
Total	1 423 481	4 887 061	10 853 936

III.20. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation du premier semestre 2014 s'élèvent à 2 182 047 DT contre 1 922 978 DT au cours premier semestre 2013. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Période de 6 mois close le		Exercice de 12 mois clos le
	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Frais et commissions bancaires	567 824	480 931	1 060 608
Primes d'assurances	675 164	657 503	1 357 422
Entretiens et réparations	193 359	25 214	154 234
Frais de gardiennage	7 415	5 157	9 729
Frais postaux et de télécommunication	53 864	52 466	102 152
Charges locatives	56 895	52 479	107 769
Frais de transport sur ventes	190 558	172 800	307 438
Missions et réceptions	33 402	56 248	94 898
Relations publiques	35 514	45 812	92 404
Impôt et taxes	126 468	139 850	413 047
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	95 285	207 056	201 848
Formation professionnelle	98 690	-	134 686
Autres charges diverses ordinaires	47 609	27 462	46 856
Total	2 182 047	1 922 978	4 083 093

III.21. CHARGES FINANCIÈRES NETTES

Les charges financières nettes encourues au premier semestre 2014 s'élèvent à 7 217 758 DT contre 7 118 209 DT encourues au premier semestre 2013. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Période de 6 mois close le		Exercice de 12 mois clos le
	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Intérêts des comptes courants bancaires	1 905 667	1 795 860	3 476 544
Intérêts de retard sur crédits d'Inv et d'exploitation	3 440 884	2 789 358	5 166 259
Intérêts sur emprunts d'investissement	579 624	1 273 406	1 375 946
Intérêts sur crédits d'exploitation	359 627	566 044	1 163 596
Pertes et gains de change non réalisés	(223 895)	(182 896)	(13 047)
Pertes et gains de change réalisés	210 827	80 988	13 699
Intérêts sur escomptes des effets à recevoir	103 152	145 859	229 853
Intérêts sur financement des exportations	337 110	431 641	848 221
Intérêts sur crédits de financement des stocks	31 681	25 181	49 600
Autres intérêts et pénalités (fiscal, social, douane)	610 674	340 897	902 538
Intérêts créditeurs des comptes courants bancaires	(137 593)	(148 129)	(264 360)
Total	7 217 758	7 118 209	12 948 850

III.22. AUTRES GAINS ORDINAIRES

Les autres gains ordinaires réalisés au cours du premier semestre 2014 sont nuls alors qu'au cours du premier semestre 2013, ils s'élèvent à 149 091 DT. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Période de 6 mois close le		Exercice de 12 mois clos le
	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Produits nets sur cessions d'immobilisations	-	131 194	133 384
Autres gains ordinaires	-	17 897	19 778
Total	-	149 091	153 162

III.23. TRÉSORERIE DE DÉBUT ET DE FIN DE PÉRIODE

La trésorerie à la clôture de la période close le 30 juin 2014 présente un solde créditeur de 39 358 296 Dinars contre un solde créditeur de 39 858 026 Dinars à la date de clôture de l'exercice 2013. Le détail de la trésorerie se présente comme suit :

Désignation	30/06/2014	30/06/2013 (*)	31/12/2013
Liquidités en banques	88 439	677 891	555 154
Espèces en caisses	18 318	20 641	20 714
Chèques à encaisser	6 301 020	2 978 403	3 498 693
Régies d'avance et accréditifs (inférieurs à 3 mois)	3 608 500	3 830 417	1 855 000
Découverts bancaires	(49 374 572)	(46 211 836)	(45 787 587)
Total	(39 358 296)	(38 704 484)	(39 858 026)

(*) Données retraitées à des fins comparatives (cf note IV : Eléments d'appréciation permettant la comparabilité § 2)

IV. Eléments d'appréciation permettant la comparabilité

1- Comptabilisation des provisions pour indemnités de départ à la retraite :

Les engagements de la société au titre de régimes d'avantages au personnel à prestations définies [voir note II.2 (e)], n'étaient pas provisionnés antérieurement au 1^{er} janvier 2013.

La considération de cette modification comptable, lors de la préparation des états financiers annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, a donné lieu à un ajustement rétrospectif des capitaux propres d'ouverture dudit exercice et au retraitement, en pro-forma, des informations financières fournies, à des fins comparatives, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

La non-considération de cette modification comptable, lors de la préparation des états financiers intermédiaires arrêtés au 30 juin 2013, a donné lieu, à l'occasion de la publication des états financiers intermédiaires pour la période de six mois close le 30 juin 2014, au retraitement, en pro-forma, des données comparatives relatives à la période de six mois close le 30 juin 2013.

2- Présentation des chèques à encaisser :

Antérieurement au 31 décembre 2013, les chèques reçus des clients à la date de reporting et non encore remis à l'encaissement, au plus-tard, un mois après cette date figuraient parmi les composantes de la rubrique « Liquidités et équivalents de liquidités » au même titre que les autres chèques à encaisser.

Un changement de méthode de présentation, est intervenu, lors de l'élaboration des états financiers annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, et a consisté à présenter lesdits chèques parmi les composantes de la rubrique « Clients et comptes rattachés ».

A des fins comparatives, les états financiers intermédiaires au 30 juin 2013, ont été retraités, en pro-forma.

3- Incidence des modifications comptables sur les états financiers comparatifs au 30 juin 2013 :

- Bilan au 30 juin 2013 :**

En dinars	Au 30/06/2013 publié (1)	Reclassements (2)	Ajustements (3)	Au 30/06/2013 retraité (1)+(2)+(3)
ACTIF				
Clients et comptes rattachés	16 296 835	2 912 218	-	19 209 053
Liquidités et équivalents de liquidités	10 419 570	(2 912 218)	-	7 507 352
<i>Total de l'actif</i>	95 335 633	-	-	95 335 633
PASSIF				
Provisions pour risques et charges	1 132 827	-	2 588 357	3 721 184
<i>Total du passif</i>	230 055 605	-	2 588 357	232 643 962
CAPITAUX PROPRES				
Résultats reportés	(151 620 530)	-	(2 511 544)	(154 132 074)
Résultat de la période	(8 186 774)	-	(76 813)	(8 263 587)
<i>Total des capitaux propres</i>	(134 719 972)	-	(2 588 357)	(137 308 329)
<i>Total passif et capitaux propres</i>	95 335 633	-	-	95 335 633

- Etat de résultat pour la période de 6 mois close le 30 juin 2013 :**

En dinars, pour la période close	Au 30/06/2013 publié (1)	Reclassements (2)	Ajustements (3)	Au 30/06/2013 retraité (1)+(2)+(3)
Charges de personnel	11 517 393	-	76 813	11 594 206
<i>Résultat net de l'exercice</i>	(8 186 774)	-	(76 813)	(8 263 587)

- Etat des flux de trésorerie pour la période de 6 mois close le 30 juin 2013 :**

En dinars, pour la période close	Au 30/06/2013 publié (1)	Reclassements (2)	Ajustements (3)	Au 30/06/2013 retraité (1)+(2)+(3)
Résultat net	(8 186 774)	-	(76 813)	(8 263 587)
Ajustements pour:				
- Amortissements et provisions	7 074 152	-	76 813	7 150 965
- Variation des créances	(11 044 176)	7 696 060	-	(3 348 116)
<i>Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</i>	(7 855 520)	7 696 060	-	(159 460)
Variation de trésorerie	(9 979 520)	7 696 060	-	(2 283 460)
Trésorerie au début de l'exercice	(25 812 746)	(10 608 278)	-	(36 421 024)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(35 792 266)	(2 912 218)	-	(38 704 484)

4- Retraitement en pro-forma de l'état des flux de trésorerie pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2013 :

L'état des flux de trésorerie publié au titre de la période de douze mois close le 31 décembre 2013 n'a pas considéré, par omission, le changement de présentation des chèques à encaisser au titre de l'exercice 2012 (voir supra).

Le rattrapage de cette omission, en 2014, a donné lieu, à des fins comparatives, au retraitement, en pro-forma, des données publiées au titre de ladite période.

En dinars, pour la période close	Au 31/12/2013 publié (1)	Reclassements (2)	Au 31/12/2013 retraité (1)+(2)
Résultat net	(16 771 261)	-	(16 771 261)
Ajustements pour:			
- <i>Variation des créances</i>	(16 236 373)	10 608 278	(5 628 095)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 046 146	10 608 278	11 654 424
Variation de trésorerie	(14 045 280)	10 608 278	(3 437 002)
Trésorerie au début de l'exercice	(25 812 746)	(10 608 278)	(36 421 024)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(39 858 026)	-	(39 858 026)

V. ENGAGEMENTS HORS BILAN

1- Engagements financiers

Type d'engagement	Valeur Totale	Tiers	Entreprise liée	Associés	Provisions
1- Engagements donnés					
-					
a) Garanties réelles					
• Hypothèques					
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à la zone de Ksar Saïd		BFT, ATB, UBCI, AMEN BANK, BNA, BIAT, UIB		BTK, STB et Attijari B	
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à Ezzaïet		BFT, ATB, UBCI, AMEN BANK, BNA, BIAT, UIB		BTK, STB et Attijari B	
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à Tunis (Siège social)		ATB, UBCI		Attijari B	
• Nantissements					
Nantissement en rang utile en pari passu sur les fonds de commerce sis à Ezzaïet et à Menzel Bourguiba (Y compris les Matériels et outillages)		BFT, ATB, UBCI, AMEN BANK, BIAT et UIB		BTK, STB et Attijari B	
b) Effets escomptés et non échus	3 610 722	ATB et BH			
TOTAL	3 610 722				
2 - Engagements reçus					
a) Garanties personnelles					
• Cautions personnelles	11 100 000				
Caution accordée par un client	1 000 000	SPG			
Caution accordée par un client	1 500 000	SPG			
Caution accordée par un client	3 000 000	SPG			
Caution accordée par un client	2 000 000	STPCI			
Caution accordée par un client	1 200 000	SOCOP			(2 110 227)
Caution accordée par un client	400 000	GROS PNEU			
Caution accordée par un client	1 000 000	CSPD			
Caution accordée par un client	1 000 000	SNP			(6 151 264)
b) Garantie réelles					
• Hypothèques	4 400 000				

Hypothèque sur titre foncier n° 39984 (1er rang)	200 000	JOMAA ET CIE		
Hypothèque sur titre foncier n° 48957 (1er rang)	50 000	JOMAA ET CIE		
Hypothèque sur titre foncier n° 75959 (1er rang)	800 000	JOMAA ET CIE		
Hypothèque sur titre foncier n° 34391 (vente en cours)	500 000	SOCOP		(2 110 227)
Hypothèque sur titre foncier n° 19282 (affaire en cours)	300 000	SOCOP		(2 110 227)
Hypothèque sur titre foncier n° 49059 (hypothèque 1er rang)	150 000	SPE		
Hypothèque 1er rang (Zone industrielle Charguia)	1 700 000	STPCM		(1 886 092)
Hypothèque sur titre foncier n° 90475	700 000	SNP		(6 151 264)
• Nantissement	2 868 811			
Contrat de nantissement sur 4 fonds de commerce	1 246 000	JOMAA ET CIE		
Contrat de nantissement sur un fonds de commerce	922 811	JOMAA ET CIE		
Contrat de nantissement sur un fonds de commerce	300 000	SPE		
Contrat de nantissement sur un fonds de commerce	400 000	STPCM		(1 886 092)
TOTAL	18 368 811			
3 - Engagements réciproques	13 271 379			
Cautions bancaires au profit de la douane	9 881 548	BH, BNA, ATB		
Cautions bancaires sur marchés	223 729	BH		
Lettres de crédit	3 166 102	BH, BNA		

2- Dettes garanties par des sûretés

Postes concernés	Montant garanti
• Emprunts d'investissement	69 691 059
AMEN BANK	12 129 676
BFT	3 000 000
BH	54 982
BIAT	2 500 000
BNA	13 805 723
Attijari BANK	8 241 973
BTK	5 957 757
STB	17 832 418
UIB	6 022 043
AIL (crédits leasing)	113 988
CNSS	32 500

VI. Eventualités

La confrontation entre les engagements comptabilisés par la STIP jusqu'au 30 juin 2010 et ceux arrêtés, à la même date, par certaines banques ayant confirmé les dits engagements dans le cadre de la privatisation qui était envisagée par ouverture du capital à des investisseurs stratégiques mais n'ayant pas conclu des arrangements avec la STIP ou actualisé leurs engagements a permis de relever des écarts entre ceux pris en compte en comptabilité et ceux inscrits sur les livres de ces banques au titre des intérêts et des engagements par signature pour respectivement 198 000 DT et -903 000 DT. Ces écarts, qui peuvent avoir un impact sur les états financiers intermédiaires au 30 juin 2014, n'ont pu être actualisés en l'absence de confirmations plus récentes des engagements de la STIP envers ces banques.

VII. Note sur les événements postérieurs

Ces états financiers ont été arrêtés et autorisés par le Conseil d'Administration pour la publication en date du 10 décembre 2014. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

VIII. Schéma des soldes intermédiaires de gestion

Le schéma des soldes intermédiaires de gestion au titre de la période de 6 mois close au 30 juin 2014 se présente comme suit :

Produits		Charges		Soldes	30/06/2014	30/06/2013 (*)	31/12/2013
Revenus et autres produits d'exploitation	42 654 560						
Production stockée		Déstockage de production	-3 982 389				
Production immobilisée							
Total	42 654 560	Total	-3 982 389	• Production	46 636 949	47 966 212	90 737 850
• Production	46 636 949	Achats consommés	27 457 187	• Marge sur coût matières	19 179 763	17 142 491	34 088 979
• Marge sur coût matières	19 179 763	Autres charges externes	2 055 579				
Subventions d'exploitation	0						
Total	19 179 763	Total	2 055 579	• Valeur ajoutée brute	17 124 184	15 359 363	30 418 933
• Valeur ajoutée brute	17 124 184	Impôts et taxes	126 468				
		Charges de personnel	11 530 648				
Total	17 124 184	Total	11 657 116	• Excédent (insuffisance) brut d'exploitation	5 467 068	3 625 307	7 023 690
• Excédent brut d'exploitation	5 467 068	• Insuffisance brute d'exploitation					
Autres produits ordinaires	0	Autres charges ordinaires	0				
Produits financiers	0	Charges financières	7 217 758				
Transfert et reprises de charges	0	Dotation aux amortissements et aux provisions ordinaires	1 423 481				
		Impôt sur le résultat ordinaire	59 256				
Total	5 467 068	Total	8 700 495	• Résultat des activités ordinaires (+ ou -)	(3 233 427)	(8 263 587)	(16 771 261)
• Résultat positif des activités ordinaires		• Résultat négatif des activités ordinaires	(3 233 427)				
Gains extraordinaires		Pertes extraordinaires					
Effet positif des modifications comptables		Effet négatif des modifications comptables					
		Impôt sur éléments extraordinaires et MC					
Total	0	Total	(3 233 427)	• Résultat net après modifications comptables	(3 233 427)	(10 775 131)	(19 282 805)

* Données retraitées à des fins comparatives